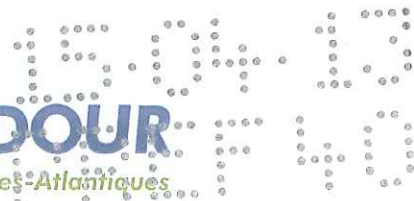




INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 27 mars 2013 à 14h

Maison de l'Eau
à Jû-Belloc

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CASTET, CHANTRE, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, FAUQUE, GUILHAS, LAHOUN, LAJUX, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CABE, CASTAINGS, SUBSOL, VERDIER

DOSSIER II - AFFAIRES GENERALES



4) Délégation de Service Public des ouvrages hydrauliques de Cassagnaou et de Tillac

Exposé des motifs :

1 - Par contrat en date du 22 novembre 2001, l'Institution Adour a confié à un exploitant, la gestion et l'exploitation de la retenue de Tillac.

L'aménagement de Tillac est constitué d'un barrage en terre compactée et de ses ouvrages hydrauliques associés (dont une station de pompage sur le Bouès pour le remplissage complémentaire de la retenue et la conduite de transfert). Le réservoir est implanté sur le ruisseau du Ginot, affluent rive droite du Bouès, l'emprise des ouvrages se situant sur la commune de Tillac.

D'un volume utile de 1 020 000 m³, la retenue de Tillac a pour vocation le soutien des étiages du Ginot et du Bouès, en complément du dispositif déjà en service. Elle participera à la satisfaction des prélèvements sur le tronçon gersois du Bouès dont les autorisations étaient en attente faute de ressource suffisante.

Ce contrat a été conclu pour une durée de douze ans à compter de sa date d'effet, c'est-à-dire de douze ans à compter du 22 novembre 2001.

Il arrive donc à échéance le 21 novembre 2013, un avenant sera conclu afin de faire coïncider son terme avec la délégation de l'ouvrage de Cassagnaou.

2 - Par contrat en date du 11 décembre 2008, l'Institution Adour a confié à un délégataire, la gestion et l'exploitation de l'aménagement hydraulique constitué par l'ouvrage de stockage d'eau du Cassagnaou sur les communes de Troncens, Monpardiack et Tillac dans le Gers.

Dans le cadre du Plan de Gestion des Eaux Neste et rivières de Gascogne de décembre 2000, un volet de mobilisation de ressources nouvelles prévoit le confortement de la réalimentation du Cabournieu et du Bouès. L'ouvrage situé dans le Gers sur les communes de Troncens, Monpardiack et Tillac permet la compensation des débits prélevés pendant la période d'irrigation, il contribue également à la satisfaction du débit seuil de gestion défini au point de contrôle aval mesuré à Beaumarchés.

Ce contrat a pris effet le 1^{er} janvier 2008 et arrivera à échéance le 31 décembre 2013.

Aujourd'hui, l'Institution Adour souhaite regrouper les prestations définies au sein de ces deux contrats en un seul et même contrat.

Un avenant au contrat concernant la retenue de Tillac permettra d'unifier les dates de fin des deux contrats au 31 décembre 2013.

Ces deux ouvrages feront donc l'objet d'un seul et même contrat de délégation de service public.

.../...

Il est donc proposé au Conseil d'Administration :

- D'adopter le principe de la gestion déléguée des ouvrages hydrauliques, dans le cadre d'une convention de délégation de service public conclue après une procédure de mise en concurrence conduite en conformité avec les dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public des ouvrages hydrauliques de CASSAGNAOU et de TILLAC, selon les principes exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Ces principes sont les suivants :

- La convention aura pour objet l'exploitation par voie d'affermage des ouvrages hydrauliques de CASSAGNAOU et de TILLAC
- L'affermage prévoira par ailleurs la mise en œuvre par le fermier de tout moyen nécessaire à l'exploitation des ouvrages
- Le fermier devra maintenir en bon état de fonctionnement les équipements à savoir :

CASSAGNAOU

Barrage	
Longueur de la digue en crête	260 m
Largeur de crête	4 m
Largeur à la base	85 m
Hauteur au-dessus du	14,65 m
Attitude de la crête	206,65 m NGF
Revanche totale	2 m
Fruit du parement	3 m
Fruit du parement aval	2,5 m
Volume de terre hors sol	75 000 m ³
Volume total de la digue	600 000 m ³
Surface de la digue au PEN	14 ha
Surface noyée en crue	16,5 ha

Déversoir de crue	
Type d'alimentation	Central
Altitude du seuil	204,65 m NGF
Largeur du seuil	8 m
Débit du projet	5,1 m ³ /s
Surélévation du plan d'eau	0,52 m

Ouvrage de prise et de vidange	
Conduite	500 mm
Débit nominal de restitution	100 l/s
Débit maximal des vidanges	2 400 l/s
Débit minimum	3 l/s

.../...

Dispositif de télégestion : la commande de la vanne du barrage se fait à partir du centre de gestion de Tarbes. L'ajustement des débits lâchés est assuré au moins 2 fois par jour.

Réseau de télémesures : la gestion repose sur l'acquisition en temps réel des données de débit en pied de barrage pour le contrôle des lâchures.

TILLAC

Barrage		Surfaces et volumes		Evacuateur de crue - Ouvrage de prise et de vidange	
Hauteur au-dessus du	14 m	Plan d'eau normal	18.6 ha	Largeur du déversoir	7 m
Hauteur d'eau maximale	12 m	Plan d'eau exceptionnel	20,06 ha	Volume du bassin de	115 m ³
Longueur en crête	290 m	Emprise totale de l'aménagement	27,5 ha	Conduite	500 mm
Largeur en crête	3 m	Volume total stocké	1 030 000 m ³	Longueur	120 m
Largeur en pied de digue	95 m	Volume utile stocké	1 020 000 m ³	Débit maximal de vidange	1,5 m ³ /s
Volume de terre hors sol	92 000 m ³				

Ouvrage de restitution		Remplissage complémentaire	
Vanne de garde	DN 500 mm	Débit d'équipement	100 l/s
Vanne de réglage des débits	DN 300 mm	Puissance souscrite	66 KVA
Vanne de débit réservé	DN 60 mm	Diamètre de la conduite de transfert PVC	250 mm
		Longueur de la conduite de transfert	

Dispositif de télégestion : télégestion de la hauteur d'eau dans le réservoir et du débit en pied de barrage.

- La convention d'affermage aura une durée de 10 ans
- Le fermier se rémunérera auprès des usagers des ouvrages hydrauliques
- Une redevance sera versée à l'Institution Adour par le délégataire dont les conditions seront fixées dans la convention.

.../...

- Une compensation d'obligation de service public pourra être versée par l'Institution Adour au futur délégataire. Les conditions de cette compensation seront fixées dans la convention.
- La conclusion d'une convention de délégation de service public implique la mise en œuvre préalable d'une procédure de publicité et mise en concurrence régie par les articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Vu la convention de délégation de service public portant sur la gestion et l'exploitation de l'ouvrage hydraulique de CASSAGNAOU conclue le 11 décembre 2008, arrivant à terme le 31 décembre 2013 ;

Vu la convention de délégation de service public portant sur la gestion et l'exploitation de l'ouvrage hydraulique du TILLAC conclue le 22 novembre 2001, arrivant à terme le 22 novembre 2013 ;

Vu l'exposé des motifs et la note explicative de synthèse ;

Vu le rapport présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire ;

Vu les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Article 1

- D'adopter le principe de la gestion déléguée des ouvrages hydrauliques de CASSAGNAOU et de TILLAC ;
- D'approuver le contenu du rapport ci-annexé
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public conformément aux articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, visant à sélectionner le futur délégataire, lequel devra exploiter le service conformément aux principes retenus dans le rapport annexé à la présente délibération.
- D'autoriser le Président à accomplir tous les actes rendus nécessaires par le déroulement de la procédure et notamment à négocier librement les offres conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

.../...

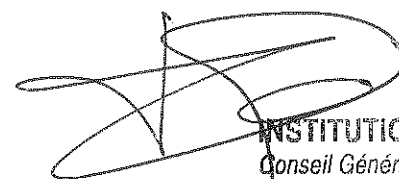
Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Article 3

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,



Jean-Claude DUZER

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX